

No. 28606

FRANCE
and
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

**Agreement on the reciprocal promotion and protection of
investments (with exchange of letters). Signed at Paris on
4 July 1989**

Authentic texts: French and Russian.

Registered by France on 23 January 1992.

FRANCE
et
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

**Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des
investissements (avec échange de lettres). Signé à Paris le
4 juillet 1989**

Textes authentiques : français et russe.

Enregistré par la France le 23 janvier 1992.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ci-après dénommés « les Parties contractantes »,

Désireux dans leur intérêt mutuel de renforcer la coopération économique et commerciale et la coopération scientifique et technique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables aux investissements français en Union des Républiques Socialistes Soviétiques et des investissements soviétiques en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection réciproques de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et l'échange de technologies avancées entre les deux Etats, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Pour l'application du présent Accord :

1. Le terme « investissement » désigne des avoirs tels que les biens et droits de toute nature et plus particulièrement mais non exclusivement :

- a) Les biens meubles et immeubles et tous droits réels;
- b) Les actions et autres formes de participation aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes, ainsi que tous droits en découlant;
- c) Les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique;
- d) Les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les licences, les noms déposés, le savoir-faire et autres droits de même nature;
- e) Les droits à activité économique et commerciale accordés par la loi ou en vertu d'un contrat, relatifs notamment à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles,

Etant entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué.

Le terme « investissement » désigne également les investissements indirects réalisés par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, par l'intermédiaire d'un investisseur d'un Etat tiers.

¹ Entré en vigueur le 18 juillet 1991, soit 30 jours après la date de réception de la dernière des notifications (du 17 juin 1991) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des procédures internes requises, conformément à l'article 11.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement au sens du présent Accord, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme investisseur désigne :

a) Toute personne physique qui possède la nationalité de l'une des Parties contractantes et qui peut, conformément à la législation de cette Partie contractante, effectuer des investissements sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante;

b) Toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social et qui peut, conformément à la législation de cette Partie contractante, effectuer des investissements sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

3. Le terme de « revenus » désigne toutes les sommes produites par un investissement, en particulier mais non exclusivement, les bénéfices, les dividendes, les intérêts, les redevances, les commissions, les rémunérations pour assistance technique et les prestations après vente.

4. Le présent Accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit International, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

Article 2

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et conformément aux dispositions du présent Accord, les investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie contractante sur son territoire et dans sa zone maritime.

Article 3

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit International, aux investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie contractante, excluant toute mesure injuste ou discriminatoire qui pourrait entraver la gestion, l'entretien, la jouissance ou la liquidation de ces investissements.

2. Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux investisseurs de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne leurs investissements et les activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui dont bénéficient les investisseurs de tout Etat tiers.

3. Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation à :

- Une zone de libre échange,
- Une union douanière,

- Un marché commun,
 - Une organisation d'assistance économique mutuelle ou en vertu d'une convention conclue à la date du présent Accord et prévoyant des dispositions analogues à celles qui sont accordées par la Partie contractante aux participants à cette organisation,
- ou en vertu d'une convention de non-double imposition ou de tout autre accord dans le domaine fiscal.

4. Outre les dispositions du paragraphe 2 du présent article, chaque Partie contractante applique, en conformité avec sa législation nationale, aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qui est accordé à ses propres investisseurs.

Article 4

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les revenus des investissements et, dans le cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que les investissements.

3. Les Parties contractantes ne prennent pas, sur leur territoire et dans leur zone maritime, de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements leur appartenant, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement à l'égard d'un investisseur tel que mentionné à l'article 8.

Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant doit correspondre à la valeur réelle des investissements concernés la veille du jour où les mesures sont prises ou connues dans le public.

Cette indemnité, librement transférable, est versée sans retard aux investisseurs dans une monnaie convertible. Elle produit, après expiration d'un délai de trente jours à partir du jour où les mesures sont prises ou connues dans le public et jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux approprié.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre, à tout autre conflit armé ou à toute autre situation d'effets similaires survenue sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement conforme aux dispositions de l'article 3 du présent Accord.

Article 5

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, accorde à ces investisseurs la possibilité de transférer librement les paiements liés à ces investissements, notamment mais non exclusivement :

a) Les revenus de ces investissements tels que définis au paragraphe 3 de l'article 1;

b) Les redevances découlant des droits désignés au paragraphe 1, lettres *d* et *e* de l'article 1;

c) Les sommes destinées au remboursement d'emprunts relatifs aux investissements;

d) Le produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi;

e) Une quotité appropriée de la rémunération des ressortissants de l'autre Partie contractante qui ont été autorisés à travailler sur son territoire ou dans sa zone maritime, au titre d'un investissement autorisé;

f) Les indemnités visées à l'article 4 du présent Accord.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans regard au taux de change approprié officiellement applicable à la date du transfert.

Article 6

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie contre les risques non commerciaux pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des investisseurs de cette Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, effectue des versements à l'un de ses investisseurs, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de cet investisseur, en particulier ceux définis à l'article 7 du présent Accord.

Article 7

Tout différend entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante portant sur les effets d'une mesure prise par la première Partie contractante et relative à la gestion, l'entretien, la jouissance ou la liquidation d'un investissement réalisé par cet investisseur, en particulier, mais non exclusivement, sur les effets d'une mesure relative au transport et à la vente des marchandises, à la dépossession ou aux transferts visés à l'article 5 du présent Accord, est autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé à l'amiable dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il peut être soumis par écrit à l'arbitrage.

Ce différend sera alors réglé définitivement, conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit commercial international, tel qu'il a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 31/98 du 15 décembre 1976¹.

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément n° 39 (A/31/39)*, p. 200.

Article 8

Chaque Partie contractante respecte tout engagement qu'elle a pris à l'égard d'un investisseur de l'autre Partie contractante relativement à un investissement réalisé par cet investisseur sur le territoire ou dans la zone maritime de la première Partie contractante.

Article 9

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si, dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un Tribunal d'arbitrage.

3. Ledit Tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre du Tribunal, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est Président dudit Tribunal. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes ou si, pour une autre raison, il est empêché de procéder aux désignations nécessaires, le Secrétaire général adjoint le plus ancien qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les deux Parties contractantes.

Le Tribunal interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières liées au différend concerné, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties contractantes.

Article 10

Le présent accord s'applique à tous les investissements effectués à partir du 1^{er} janvier 1950.

Article 11

Chacune des Parties contractantes informe par écrit l'autre Partie contractante de l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Le présent Accord entre en vigueur trente jours après la date de réception de la dernière notification.

Le présent Accord est conclu pour une durée initiale de quinze ans. Si aucune des Parties contractantes ne le dénonce par écrit au moins un an avant l'expiration

de sa période initiale de validité, il restera en vigueur tant que l'une des Parties contractantes n'aura pas notifié par écrit à l'autre Partie contractante son intention de dénoncer l'Accord. L'Accord deviendra caduc un an après la date de réception de ladite notification par l'autre Partie contractante.

A l'expiration de la période de validité du présent Accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

FAIT à Paris le 4 juillet 1989 en deux originaux, chacun en langue française et en langue russe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
de l'Union des Républiques
Socialistes Soviétiques :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Pierre Bérégovoy — Signed by Pierre Bérégovoy.

² Signé par Lev A. Voronine — Signed by Lev A. Voronine.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКИ И ПРАВИТЕЛЬСТВОМ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК О ВЗАИМНОМ ПОЩЕРЕНИИ И ВЗАИМНОЙ ЗАЩИТЕ КАПИТАЛОВЛОЖЕНИЙ

Правительство Французской Республики и Правительство Союза Советских Социалистических Республик, именуемые в дальнейшем "Договаривающиеся Стороны",

стремясь в своих взаимных интересах к укреплению торгово-экономического и научно-технического сотрудничества между двумя государствами и созданию благоприятных условий для французских капиталовложений в Союзе Советских Социалистических Республик и советских капиталовложений во Франции,

убежденные в том, что взаимное поощрение и взаимная защита этих капиталовложений призваны стимулировать перевод капиталов и обмен передовой технологией между двумя государствами в интересах их экономического развития,

договорились о нижеследующем:

Статья I

При применении настоящего Соглашения:

I. Термин "капиталовложение" означает имущественные ценности, такие, как разного рода имущество и права и, в частности, но не исключительно:

а/ движимое и недвижимое имущество и любые вещные права;

б/ акции и другие формы участия в предприятиях и организациях, созданных на территории одной из Договаривающихся Сторон, а также связанные с ними права;

в/ облигации, права требования по денежным средствам и услугам, имеющим экономическую ценность;

г/ авторские права, права на промышленную собственность /такие, как патенты на изобретения, зарегистрированные товарные знаки и знаки обслуживания, промышленные образцы и модели/, технология, лицензии, фирменные и иные зарегистрированные наименования, "ноу-хау" и другие подобные права;

д/ права на экономическую и коммерческую деятельность, предоставляемые в соответствии с законодательством или договором, касающиеся, в частности, разведки, разработки, добычи или эксплуатации природных ресурсов.

При этом понимается, что упомянутые имущественные ценности должны вкладываться или были вложены в соответствии с законодательством Договаривающейся Стороны, на территории или в морской зоне которой осуществлено капиталовложение.

Термин "капиталовложение" означает также косвенные капиталовложения, осуществленные инвесторами одной из Договаривающихся Сторон на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны через посредство инвестора третьего государства.

Любое изменение формы вложения имущественных ценностей не влияет на их квалификацию в качестве капиталовложения в смысле настоящего Соглашения при условии, что это изменение не противоречит законодательству Договаривающейся Стороны, на территории или в морской зоне которой осуществлено капиталовложение.

2. Термин "инвестор" означает:

а/ любое физическое лицо, которое является гражданином одной из Договаривающихся Сторон и которое может в соответствии с законодательством этой Договаривающейся Стороны осуществлять капиталовложения на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны;

б/ любое юридическое лицо, образованное на территории одной из Договаривающихся Сторон в соответствии с ее законодательством и имеющее свое местонахождение на ее территории, и которое может в соответствии с законодательством этой Договаривающейся Стороны осуществлять капиталовложения на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны.

3. Термин "доходы" означает любые суммы, получаемые в результате капиталовложения и, в частности, но не исключительно: прибыль, дивиденды, проценты, лицензионные и комиссионные вознаграждения, платежи за техническую помощь и техническое обслуживание.

4. Настоящее Соглашение распространяется на территорию каждой из Договаривающихся Сторон, а также на морскую зону каждой из Договаривающихся Сторон, определяемую в дальнейшем как экономическая зона и континентальный шельф, простирающиеся за пределы территориальных вод каждой из Договаривающихся Сторон, над которыми они осуществляют в соответствии с международным правом суверенные права и юрисдикцию в целях разведки, разработки и сохранения природных ресурсов.

Статья 2

Каждая из Договаривающихся Сторон в рамках своего законодательства и в соответствии с положениями настоящего Соглашения допускает и поощряет капиталовложения, осуществляемые на ее территории и в ее морской зоне инвесторами другой Договаривающейся Стороны.

Статья 3

1. Каждая из Договаривающихся Сторон обязуется обеспечивать на своей территории и в своей морской зоне капиталовложениям инвесторов другой Договаривающейся Стороны в соответствии с принципами международного права справедливый и равноправный режим, исключающий любую несправедливую или дискриминационную меру, которая могла бы помешать управлению, содержанию, пользованию или ликвидации этих капиталовложений.

2. Каждая из Договаривающихся Сторон на своей территории и в своей морской зоне будет применять в отношении инвесторов другой Договаривающейся Стороны в том, что касается их капиталовложений и связанной с ними деятельности, режим не менее благоприятный, чем режим, предоставляемый инвесторам любого третьего государства.

3. Однако этот режим не распространяется на преимущества, которые Договаривающаяся Сторона предоставляет или предоставит в будущем инвесторам третьего государства в силу своего участия в:

- зоне свободной торговли,
- таможенном союзе,
- общем рынке,
- организации экономической взаимопомощи или в соответствии с соглашением, заключенным до даты подписания настоящего Соглашения и содержащим положения, аналогичные тем, которые предоставляются Договаривающейся Стороной участникам такой организации,

либо на основании соглашения об устранении двойного налогообложения или любой другой договоренности по вопросам налогообложения.

4. В дополнение к положениям пункта 2 настоящей статьи каждая Договаривающаяся Сторона в соответствии со своим законодательством предоставляет капиталовложениям инвесторов другой Договаривающейся Стороны режим, не менее благоприятный, чем тот, который предоставляется ее собственным инвесторам.

Статья 4

1. Капиталовложениям, произведенным инвесторами одной из Договаривающихся Сторон, обеспечиваются на территории и в морской зоне

другой Договаривающейся Стороны полные и всеобъемлющие защита и безопасность.

2. Доходы от капиталовложений, а в случае повторного капиталовложения - доходы от повторного капиталовложения, пользуются такой же защитой, как и капиталовложения.

3. Договаривающиеся Стороны не будут принимать на своей территории и в своей морской зоне мер по экспроприации или национализации, а также иных мер, направленных на то, чтобы лишить инвесторов другой Договаривающейся Стороны принадлежащих им капиталовложений, если это не обусловлено общественными интересами и при условии, что такие меры не являются дискриминационными и противоречащими обязательству по отношению к инвестору, упомянутому в статье 8 настоящего Соглашения.

В случае принятия мер, направленных на лишение капиталовложений, они должны стать основанием для незамедлительной выплаты соответствующей компенсации, размер которой должен равняться реальной стоимости этих капиталовложений на день, предшествующий дню принятия или обнаружения указанных мер.

Эта компенсация свободно переводится и выплачивается без задержки инвесторам в свободно конвертируемой валюте. По истечении 30 дней со дня принятия указанных мер или их обнаружения и до дня выплаты компенсации на сумму этой компенсации начисляются проценты по соответствующей ставке.

4. Инвесторам одной из Договаривающихся Сторон, капиталовложениям которых был нанесен ущерб в связи с войной, другим вооруженным конфликтом либо иной ситуацией подобного характера, возникшей на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны, последней предоставляется режим, соответствующий положениям статьи 3 настоящего Соглашения.

Статья 5

Каждая Договаривающаяся Сторона, на территории или в морской зоне которой были произведены капиталовложения инвесторами другой Договаривающейся Стороны, предоставляет этим инвесторам возможность беспрепятственно переводить платежи, связанные с этими капиталовложениями, и, в частности, но не исключительно:

а/ доходы от капиталовложений, как они определены в пункте 3 статьи I;

б/ платежи, вытекающие из прав, указанных в подпунктах г/ и д/ пункта I статьи I;

в/ суммы, предназначенные для погашения займов, относящихся к капиталовложениям;

г/ суммы от продажи, полной либо частичной ликвидации капиталовложений, включая суммы прироста капиталовложений;

д/ соответствующую часть вознаграждения граждан другой Договаривающейся Стороны, которым разрешается работать на ее территории или в ее морской зоне в связи с допущенными капиталовложениями;

е/ суммы компенсации, предусмотренной в статье 4 настоящего Соглашения.

Переводы, предусмотренные в вышеуказанных пунктах, производятся без задержки по соответствующему обменному курсу, официально принимаемому на дату перевода.

Статья 6

Если законодательство одной из Договаривающихся Сторон предусматривает предоставление гарантии, покрывающей некоммерческие риски капиталовложений, осуществляемых за рубежом, то такая гарантия может предоставляться, при рассмотрении каждого конкретного случая, в отношении капиталовложений, осуществленных инвесторами этой Договаривающейся Стороны на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны.

В отношении капиталовложений инвесторов одной из Договаривающихся Сторон на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны может предоставляться гарантия, упомянутая в предыдущем абзаце, лишь в том случае, если эти капиталовложения были предварительно одобрены последней Договаривающейся Стороной.

Если одна из Договаривающихся Сторон в соответствии с гарантией, предоставленной в отношении капиталовложения, осуществленного на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны, производит выплаты одному из своих инвесторов, она тем самым заменяет этого инвестора в правах и действиях, в частности в тех, которые предусмотрены в статье 7 настоящего Соглашения.

Статья 7

Любой спор между одной из Договаривающихся Сторон и инвестором другой Договаривающейся Стороны, касающийся последствий меры, принятой первой Договаривающейся Стороной и относящейся к управлению, содержанию, пользованию или ликвидации капиталовложения, осуществленного этим инвестором, и, в частности, но не исключительно, последствий меры, относящейся к перевозке и продаже товаров, к лишению капиталовло-

жения или к переводам, предусмотренным в статье 5 настоящего Соглашения, по возможности будет решаться мирным путем между сторонами в споре.

Если этот спор не был разрешен мирным путем в течение шести месяцев с момента, когда он был возбужден одной из сторон в споре, то он может быть передан в письменном виде в арбитраж.

Этот спор будет окончательно решаться в соответствии с Арбитражным регламентом Комиссии ООН по праву международной торговли, одобренным Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций резолюцией 31/98 от 15 декабря 1976 года.

Статья 8

Каждая Договаривающаяся Сторона будет соблюдать любое обязательство, принятое ею по отношению к инвестору другой Договаривающейся Стороны и касающееся капиталовложения, осуществленного этим инвестором на территории или в морской зоне первой Договаривающейся Стороны.

Статья 9

1. Споры между Договаривающимися Сторонами, относящиеся к толкованию или применению настоящего Соглашения, по возможности будут решаться дипломатическим путем.

2. Если через шесть месяцев с даты возбуждения спора одной из Договаривающихся Сторон спор не был разрешен, то по просьбе любой из Договаривающихся Сторон он передается в арбитражный суд.

3. В каждом отдельном случае арбитражный суд будет создаваться следующим образом:

Каждая Договаривающаяся Сторона назначает по одному члену суда, которые в свою очередь с обоюдного согласия избирают гражданина третьего государства, который выступает председателем этого суда. Все члены суда должны быть назначены в течение двух месяцев с даты, когда одна из Договаривающихся Сторон уведомила другую Договаривающуюся Сторону о своем намерении передать спор в арбитраж.

4. Если сроки, указанные в пункте 3, не были соблюдены, то при отсутствии какой-либо другой договоренности любая из Договаривающихся Сторон обращается с просьбой к Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций произвести необходимые назначения. Если Генеральный секретарь является гражданином одной из Договаривающихся Сторон или если по какой-либо другой причине он не сможет осуществить необходимые назначения, то заместитель Генерального секретаря с наибольшим стажем работы на этом посту, не являющийся гражданином ни одной из Договаривающихся Сторон, произведет необходимые назначения.

5. Арбитражный суд сам устанавливает регламент своей работы. Арбитражный суд принимает решения большинством голосов. Эти решения являются окончательными и имеют обязательную силу для обеих Договаривающихся Сторон.

По просьбе любой из Договаривающихся Сторон суд разъясняет свое решение. Расходы, связанные с арбитражным производством, включая вознаграждение арбитров, распределяются между Договаривающимися Сторонами поровну, если суд, учитывая особые обстоятельства, связанные с данным спором, не примет иного решения.

Статья IО

Настоящее Соглашение применяется ко всем капиталовложениям, осуществленным начиная с I января 1950 года.

Статья II

Каждая из Договаривающихся Сторон уведомит в письменной форме другую Договаривающуюся Сторону о выполнении процедур, установленных в ее стране для вступления в силу настоящего Соглашения. Настоящее Соглашение вступает в силу по истечении 30 дней с даты получения последнего уведомления.

Настоящее Соглашение заключается первоначально сроком на пятнадцать лет. Если ни одна из Договаривающихся Сторон не уведомит другую Договаривающуюся Сторону в письменной форме о денонсации настоящего Соглашения по крайней мере за I год до истечения первоначального срока его действия, оно будет продолжать оставаться в силе до тех пор, пока одна из Договаривающихся Сторон не уведомит в письменной форме другую Договаривающуюся Сторону о своем намерении денонсировать настоящее Соглашение. Соглашение прекращает свое действие через год с даты получения упомянутого уведомления другой Договаривающейся Стороной.

По истечении срока действия настоящего Соглашения капиталовложения, произведенные в период его действия, будут подлежать защите в соответствии с его положениями в течение дополнительных пятнадцати лет.

Совершено в Париже " " июля 1989 года в двух подлинных экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство
Французской Республики:

[Signed — Signé]¹

За Правительство
Союза Советских
Социалистических Республик:

[Signed — Signé]²

¹ Signed by Pierre Bérégovoy — Signé par Pierre Bérégovoy.

² Signed by Lev A. Voronine — Signé par Lev A. Voronine.

ÉCHANGE DE LETTRES

I

Paris, le 4 juillet 1989

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord signé ce jour entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements et de vous préciser que l'interprétation de cette Convention est la suivante :

En ce qui concerne l'article 3 :

a) Le principe de traitement juste et équitable s'applique notamment à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustible ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger.

b) Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne :

— Les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail et de circulation introduites par des ressortissants d'une Partie contractante, au titre d'un investissement sur le territoire, ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante;

— Tout ce qui concerne les conditions matérielles dont les ressortissants d'une Partie contractante autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante doivent pouvoir bénéficier pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

En ce qui concerne l'article 10 :

Le présent Accord s'appliquera également à la Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (Paris) à partir de l'année 1925.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part de l'accord de votre Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances de ma haute considération.

Pour le Gouvernement de la République Française :

[Signé]

PIERRE BÉRÉGOVOY
Ministre d'Etat
Ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget

Son Excellence M. Lev Voronine
Premier Vice-Président du Conseil des Ministres
de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

II

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

Париж "4" июля 1939 года

Господин Министр,

Имею честь подтвердить получение Вашего письма от сего числа следующего содержания:

"Имею честь сослаться на подписанное сего числа Соглашение между Правительством Французской Республики и Правительством Союза Советских Социалистических Республик о взаимном поощрении и взаимной защите капиталовложений и сообщить Вам о следующем толковании этого Соглашения.

В том, что касается статьи 3:

а) Принцип справедливого и равноправного режима применяется, в частности, к покупке и перевозке сырья и вспомогательных материалов, энергии и топлива, а также различных средств производства и эксплуатации, продаже и перевозке товаров внутри страны и за границу.

б) Договаривающиеся Стороны будут доброжелательно рассматривать в рамках своего внутреннего законодательства:

— обращения граждан одной Договаривающейся Стороны относительно въезда и разрешения на пребывание, работу и передвижение в связи с капиталовложением на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны;

— все вопросы, касающиеся материальных условий, которыми должны пользоваться при осуществлении своей профессиональной деятельности граждане одной Договаривающейся Стороны, которым разрешено работать в связи с капиталовложением на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны.

В том, что касается статьи 10:

Настоящее Соглашение будет применяться также к Коммерческому Банку для Центральной Европы (г.Париж) с 1925 года.

Я был бы Вам признателен за сообщение о согласии Вашего Правительства с содержанием этого письма".

Имею честь подтвердить согласие моего Правительства с вышеизложенным.

Прошу Вас принять, г-н Министр, заверения в моем высоком уважении.

За Правительство Союза
Советских Социалистических Республик:

[Signed — Signé]

Лев Воронин

Первый заместитель Председателя
Совета министров СССР

[TRADUCTION¹ — TRANSLATION²]

Paris, le 4 juillet 1989

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour dont la teneur suit :

[*Voir lettre I*]

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances de ma haute considération.

Pour le Gouvernement de l'Union
des Républiques Socialistes Soviétiques :

[*Signé*]

LEV VORONINE
Premier Vice-Président
du Conseil des Ministres

¹ Traduction fournie par le Gouvernement français.

² Translation provided by the Government of France.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring in their mutual interest to strengthen economic and commercial, and scientific and technical cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in the Union of Soviet Socialist Republics and for Soviet investments in France,

Convinced that the reciprocal promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and the exchange of advanced technology between the two States, in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

For the purposes of this Agreement:

1. The term “investment” shall apply to assets such as property and rights of any category, and particularly but not exclusively to:

- (a) Movable and immovable property and all real rights;
- (b) Shares and other forms of participation in companies constituted in the territory of either Contracting Party and all rights deriving from them;
- (c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;
- (d) Copyrights, industrial property rights (such as patents for inventions, registered trademarks, industrial models and designs), technical processes, licenses, registered trade names, know-how and other similar rights;
- (e) Rights to economic and commercial activity accorded by law or by virtue of a contract, including those for prospecting for or cultivating, mining or developing natural resources.

It being understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

The term “investment” shall also apply to indirect investments made by investors of either Contracting Party in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party, through an investor of a third State.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment as defined by this Agreement, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

¹ Came into force on 18 July 1991, i.e., 30 days after the date of receipt of the last of the notifications (of 17 June 1991) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required internal procedures, in accordance with article 11.

2. The term “investor” shall apply to:

(a) Any individual having the nationality of either Contracting Party who is entitled, under the legislation of that Contracting Party, to make investments in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party;

(b) Any body corporate constituted in the territory of either Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there, which is entitled, under the legislation of that Contracting Party, to make investments in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party.

3. The term “income” shall apply to all amounts yielded by an investment, in particular but not exclusively, profits, dividends, interest, royalties, commissions or remuneration for technical assistance and after-sales services.

4. This Agreement shall apply to the territory of each of the Contracting Parties and to the maritime zone of each of the Contracting Parties, hereinafter defined as the economic zone and continental shelf extending beyond the limits of the territorial waters of each of the Contracting Parties and to which, in accordance with international law, they have sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting for, mining and preservation of natural resources.

Article 2

Each of the Contracting Parties shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and in its maritime zone by investors of the other Contracting Party.

Article 3

1. Each Contracting Party shall undertake to accord, in its territory and in its maritime zone, just and equitable treatment, in accordance with the principles of international law, to investments made by investors of the other Contracting Party excluding any unjust or discriminatory measure which might impede the management, maintenance, enjoyment or liquidation of those investments.

2. Each Contracting Party shall accord in its territory and in its maritime zone, to investors of the other Contracting Party, in respect of their investments and activities connected with such investments, treatment that is no less favourable than that which is accorded to investors of any third State.

3. Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to investors of a third State by virtue of its participation in:

- A free trade area,
- A customs union,
- A common market,

— A mutual economic assistance organization, or under a convention concluded as at the date of this Agreement and containing provisions similar to those granted by the Contracting Party to participants in such an organization, or under a convention for the avoidance of double taxation or any other agreement regarding taxation.

4. In addition to the provisions of paragraph 2 of this article, each Contracting Party shall, in accordance with its national legislation, apply to investments made by

investors of the other Contracting Party, treatment which is no less favourable than that which is accorded to its own investors.

Article 4

1. Investments made by investors of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and in the maritime zone of the other Contracting Party.

2. Income from investments and, in the case of reinvestment, income from their reinvestment, shall be accorded the same protection as investments.

3. The Contracting Parties shall not take in their territory or in their maritime zone, any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause the investors of the other Contracting Party to be dispossessed of the investments belonging to them, except for reasons of public necessity and on condition that these measures are not discriminatory or contrary to a commitment *vis-à-vis* an investor of the kind mentioned in article 8.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation, the amount of which must equal the real value of the investments concerned on the day prior to the date on which the measures are taken or made public.

Such compensation shall be freely transferable and payable to investors without delay in convertible funds. It shall yield, upon the expiry of a 30 day period from the date on which the measures are adopted or made public and up to the date of payment, interest calculated at the appropriate rate.

4. Investors of either Contracting Party, whose investments have suffered losses as a result of a war or any other armed conflict or any other situation having similar effects occurring in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party, shall be accorded by the latter Party treatment in accordance with the provisions of article 3 of this Agreement.

Article 5

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by investors of the other Contracting Party shall afford those investors the opportunity freely to transfer payments connected with those investments, in particular but not exclusively:

- (a) Income from those investments, as defined in article 1, paragraph 3;
- (b) Royalties deriving from the rights specified in article 1, paragraphs 1 (d) and (e);
- (c) Amounts intended for the repayment of loans in connection with investments;
- (d) Proceeds from the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including the appreciation in the invested capital;
- (e) An appropriate amount of the remuneration of nationals of the other Contracting Party who have been authorized to work in its territory or in its maritime zone, in connection with an approved investment;
- (f) The compensation referred to in article 4 of this Agreement.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay, at the appropriate rate of exchange officially applicable on the date of transfer.

Article 6

When the regulations of one of the Contracting Parties provide for guaranteeing external investments against non-commercial risks, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by investors of that Contracting Party in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by investors of one of the Contracting Parties in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

If one of the Contracting Parties, pursuant to a guarantee given for an investment in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party, makes payments to one of its investors, it shall thereby be subrogated to the rights and shares of that investor, in particular those defined in article 7 of this Agreement.

Article 7

Any dispute between one of the Contracting Parties and an investor of the other Contracting Party concerning the effects of a measure taken by the first Contracting Party and relating to the management, maintenance, enjoyment or liquidation of an investment made by that investor and in particular, but not exclusively, the effects of a measure relating to the transport and sale of merchandise, to the dispossession or transfers referred to in article 5 of this Agreement shall, as far as possible, be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be settled amicably within six months from the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, it may be submitted in writing for arbitration.

The dispute shall be settled definitively, in accordance with the arbitration rules of the United Nations Commission on International Trade Law, as adopted by the United Nations General Assembly in its resolution 31/98 of 15 December 1976.¹

Article 8

Each Contracting Party shall respect all commitments that it has undertaken *vis-à-vis* an investor of the other Contracting Party regarding an investment made by that investor in the territory or in the maritime zone of the first Contracting Party.

Article 9

1. Disputes between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Agreement shall, if possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months from the time when a claim is made by one of the Contracting Parties, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

¹ United Nations, *Official Records of the General Assembly, Thirty-first Session, Supplement No. 39 (A/31/39)*, p. 182.

3. The said tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows:

Each Contracting Party shall designate one member of the tribunal, and the two members shall, by agreement, designate a national of a third State to be chairman of the said tribunal. All the members shall be appointed within two months from the date on which one of the Contracting Parties notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in the above paragraph 3 are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of one of the Contracting Parties or if, for any other reason, he is prevented from making the necessary appointments, the Under-Secretary-General next in seniority shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the two Contracting Parties.

The tribunal shall interpret its judgement at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking into consideration the particular circumstances relating to the dispute in question, the costs of the arbitral procedure, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 10

This Agreement shall apply to all investments made as from 1 January 1950.

Article 11

Each of the Contracting Parties shall notify the other Contracting Party in writing of the completion of the internal procedures required for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force 30 days after the date of receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 15 years. If neither of the Contracting Parties denounces it in writing at least one year before the expiry of its initial period of validity, it shall remain in force until one of the Contracting Parties notifies the other in writing of its intention to denounce the Agreement. The Agreement shall lapse one year after the date of receipt of such notification by the other Contracting Party.

Upon the expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 15 years.

DONE at Paris, on 4 July 1989, in two original copies, in the French and Russian languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[PIERRE BÉRÉGOVOY]

For the Government
of the Union of Soviet
Socialist Republics:

[LEV A. VORONINE]

EXCHANGE OF LETTERS

I

Paris, 4 July 1989

Sir,

I have the honour to refer to the Agreement signed today between the Government of the French Republic and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics on the reciprocal promotion and protection of investments and to inform you that the interpretation of this Agreement is as follows:

As regards article 3:

(a) The principle of just and equitable treatment shall apply, *inter alia*, to the purchase and transport of raw materials and of indirect materials, energy and fuel and of means of production and operation of any kind and to the sale and transport of products domestically and abroad.

(b) The Contracting Parties shall, in accordance with their internal legislation, give favourable consideration to:

- Requests for entry and permission to reside, work and travel made by nationals of either Contracting Party for investment purposes in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party;
- Any question relating to the material conditions which the nationals of either Contracting Party authorized to work for investment purposes in the territory and in the maritime zone of the other Contracting Party must be able to enjoy in order to carry on their professional activities.

As regards article 10:

This Agreement shall also apply to the Commercial Bank for Northern Europe (Paris) as from the year 1925.

I should be grateful if you would let me know if your Government agrees to the contents of this letter.

Accept, Sir, etc.

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

PIERRE BÉRÉGOVOY
Minister of State
Minister of Economic, Financial
and Budgetary Affairs

His Excellency Mr. Lev Voronine
First Vice-President of the Council of Ministers
of the Union of Soviet Socialist Republics

II

Paris, 4 July 1989

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date, reading as follows:

[See letter I]

I have the honour to confirm that my Government agrees to the foregoing.

Accept, Sir, etc.

For the Government of the Union
of Soviet Socialist Republics:

[Signed]

LEV VORONINE
First Vice-President
of the Council of Ministers
